

TENSION SUR LE LAIT

Vers un sachet de lait à 35 dinars

Même si les avis et appréciations des experts et autres professionnels, s'agissant de la pénurie de lait, sont mitigés, ils s'accordent, toutefois à affirmer que celle-ci est «conjoncturelle» et peut être «surmontée». Toujours est-il, ceci n'est possible qu'à travers «une réorganisation dans le fond» et «à tous les niveaux» de la filière lait.

La tension sur le lait que connaît l'Algérie depuis quelques mois continue d'alimenter les débats et susciter des réactions au demeurant partagées, concernant les origines de celle-ci, les solutions envisageables pour la contre-carrer et notamment sa portée, à court et moyen terme sur le prix du lait pasteurisé subventionné par l'Etat. En ce sens, M. Hadj Henni, expert en valorisation des produits agricoles, appuyé en cela par d'autres intervenants, pense «qu'une augmentation de 30 à 35 DA du prix du sachet de lait est inévitable à moyen terme».

Aussi, s'il est difficile pour chaque partie (ONIL, professionnels, transformateurs, associations) de situer l'origine exacte de cette crise à répétitions, il s'en dégage néanmoins un consensus parmi ces derniers pour ce qui est de la solution : «Encourager la production locale et la levée des problèmes que rencontrent les investisseurs». En somme, les participants à la rencontre portant sur «la revalorisation des produits agricoles du terroir», organisée hier à Constantine en prévision du Salon international d'agronomie, ont plaidé pour «la réorganisation

de la branche».

Pour le président du Comité interprofessionnel du lait et des produits laitiers (CIL), Mahmoud Benchekeur, qui analysait la situation actuelle, il serait ardu de couvrir en poudre de lait et par ricochet en lait pasteurisé les besoins du marché local et ce, note-t-il, même si annuellement l'Algérie importe près de 30 000 vaches laitières. Et pour cause selon lui, «la désorganisation» dans laquelle évolue le réseau en amont et en aval, à savoir : les producteurs, collecteurs, laiteries et transformateurs. Et d'ajouter, tout en rappelant que l'Algérie, qui consomme annuellement près de 4 milliards de litres de lait, a les moyens de couvrir de telles quantités. Mais auparavant, a insisté le président du CIL, «l'Etat doit faciliter la tâche aux investisseurs auprès des administrations, de même qu'elle doit se pencher sur l'encouragement de la production fourragère, le maïs notamment, au sud du pays».

M. Hadj Henni, membre de la fondation Filaha, expert en valorisation des produits agricoles, a insisté sur la nécessaire mise en place d'une politique adaptée



L'Algérie consomme 4 milliards de litres de lait.

concernant le gaspillage des ressources en eau et des produits laitiers.

Rappelant en ce sens la consommation moyenne de lait de l'Algérien qui est de 145 litres contre 80 litres pour un Marocain, il a estimé qu'il faudra inculquer à la population une nouvelle culture de la consommation. M. Hadj Henni a plaidé également pour une réorganisation en fond de la filière, et l'assainissement de celle-ci des intrus. Aussi, si ce dernier a considéré que la perturbation de la production de sachet de lait n'est que provisoire, il croit savoir que cette conjoncture est un bel

exemple pour lancer de nouvelles réformes : «L'Algérie a surmonté les crises des années 1970, 1980, 1990, à présent les choses se sont nettement améliorées mais l'Etat ne peut pas subventionner ces produits continuellement, c'est juste conjoncturel et c'est pourquoi il nous faut une prise de conscience. Actuellement, le cours mondial de la poudre de lait a grimpé atteignant les 5 200 dollars la tonne, ce qui a naturellement affecté et perturbé le marché local. Je pense qu'il faudrait changer les choses, à commencer par la réévaluation de la monnaie et donc des prix des produits de base, une augmenta-

tion de 30 à 35 DA le sachet de lait est à mon avis inévitable à moyen terme, car 60% du lait sont importés sachant que le lait représente 40% de la demande de la population en produits de base. Avec la hausse des prix de la poudre de lait, l'Algérie importe pour 900 millions de dollars de poudre de lait par an alors que pour les dix dernières années, la facture était entre 3,5 et 4 milliards de dollars. Il faut donc penser à labéliser et à moderniser la filière en vue d'attirer les jeunes et leur faciliter la tâche en baissant les impôts par exemple.»

M. Djamel Nekkab, directeur de développement de l'ONIL, a souligné pour sa part que «les laiteries ont été suffisamment dotées de poudre de lait, leur quota habituel a été respecté. Ce qu'il faut savoir c'est qu'en cette période de l'année, la production est en basse lactation, mais ça n'explique pas tout, car la pression sur le produit et le faible rendement des vaches ont fait qu'il y a une combinaison de conjonctures qui a mené à la crise actuelle. La psychose qui s'est installée ces derniers jours est pour beaucoup dans la perturbation du réseau de distribution, il y a eu une crise de confiance sans parler de la spéculation. Tout ce que je peux dire c'est que les bateaux chargés de poudre de lait arrivent bientôt et que tout cela va s'estomper les jours à venir.»

Farid Benzaid

Photo : NewPress

POISSON-LIÈVRE OU POISSON-LAPIN ? La confusion levée

Une grande confusion a régné sur l'espèce de poisson pêché le long des côtes algériennes. Poisson-lièvre ou poisson-lapin ? Deux poissons dont la consommation est dangereuse pour la santé de l'homme.

Rym Nasri — Alger (Le Soir) — La confusion vient d'être levée par le directeur du Centre national de recherche, de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) de Bou Ismaïl. «Il ne s'agit pas du poisson-lapin mais du poisson-lièvre», précise Mohamed Kacher. La différence est de taille. Non-seulement le poisson-lapin n'a aucune ressemblance avec le poisson-lièvre mais il est de surcroît plus dangereux. «Le poisson-lapin est une espèce indopacifique qui vit dans la mer Rouge et ne peut survivre en Méditerranée. Dangereux même au toucher, il est à la fois vénéneux et venimeux. Quant au poisson-lièvre, typique des côtes algériennes, il est venimeux car il renferme une toxine dans sa glande génitale, qu'il secrète pour protéger sa semence» explique le scientifique. Classé depuis les années 1950, le poisson-lièvre apparaît sporadiquement dans nos côtes. Des apparitions liées généralement à la période de janvier-février, constate-t-il. «Ce poisson est apparu en 2009, 2010, 2012 et certainement avant» souligne-t-il encore. S'agissant de la dernière réapparition du poisson-lièvre en 2014, Mohamed Kacher précise que l'espèce a été signalée dans plusieurs régions, notamment à Taref, annaba, Skikda, Tizi Ouzou, Boumerdès, Tipasa, Chlef et Arzew. «Aucun signalement n'a été donné par contre à Alger», a-t-il ajouté. A cet effet, un réseau de veille a été mis en place dans tous les ports de pêche. «Les pêcheurs ont été instruits à ne pas jeter dans l'eau le poisson-lièvre pêché. Ils doivent le remettre aux autorités concernées, tels les vétérinaires et les services de santé dans les ports de pêche, qui le transmettront à leur tour à notre centre de recherche afin de s'assurer qu'il s'agit bel et bien de ce type de poisson. Généralement, il s'agit de quelques individus pris dans les filets des pêcheurs».

Le scientifique rassure que ce poisson «nocif» à la santé, est interdit à la commercialisation. «C'est un poisson très résistant. Il ne meurt pas sur place et peut mordre et causer une importante blessure mais ne transmet pas le poison», affirme-t-il.

R. N.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ALGÉRIE POSTE

«Les problèmes de liquidités, c'est du passé»

Pour le premier responsable d'Algérie Poste, Mohand Laïd Mahloul, le manque de liquidités ne constitue plus un problème pour l'entreprise et ce, à travers un travail commun avec la Banque d'Algérie, a-t-il assuré, hier, lors du forum du quotidien DK News.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - S'agissant des problèmes de liquidités, récurrents au cours des dernières années, le directeur général d'Algérie Poste a déclaré que la Banque d'Algérie et Algérie Poste ne souffrent d'aucun manque de liquidités. «Nous enregistrons même des excédents et nous sommes à l'aise sur tout le territoire national. Toutefois, il peut y avoir des accidents puisque gérer les liquidités est particulièrement ardu. Les problèmes de liquidités c'est du passé», a déclaré M. Mahloul. Il assurera aussi que l'entreprise dispose d'un programme ambitieux, en vue de densifier les automates sur tout le territoire national pour un service H24. «Nous avons un programme de remplacement des anciens automates qui datent de l'année 2006. Il existe actuellement 1 200 automates en service, et en 2014 nous procéderons au remplacement de 100 appareils d'ancienne gé-

ration, alors que nous déploierons 600 autres sur le territoire national. Soit une hausse de 150% de taux d'augmentation» a précisé l'invité du quotidien DK News. Pour ce qui est de la distribution du courrier, la précision des adresses et les nouvelles cités érigées constituent une véritable problématique pour les services de distribution du courrier, a aussi assuré le directeur général d'Algérie Poste.

Le responsable évoquait ainsi la distribution anarchique du courrier dans certaines zones. Pour ce qui est de l'application biométrique pour la reconnaissance par l'iris, il citera ainsi l'expérience au niveau de l'Assemblée populaire. Expérience que le responsable qualifiera de réussite, quoique selon lui, le projet ambitieux nécessite des moyens importants. «Il s'agit de très haute technologie de dernière génération», a-t-il précisé. Par ailleurs, et selon le directeur général



Mahloul préconise la densification des automates H24.

d'Algérie Poste, ses services visitent un million de personnes par jour, avec des pics de 1,5 million de personnes. Le chiffre d'affaires de l'entreprise est de 35 milliards de dinars, alors qu'il était de 7 milliards de dinars avant l'année 2000. Sur le territoire national, il existe 3 500 bureaux de poste, alors que 60 nouveaux bureaux sont ouverts chaque année, selon les statistiques avancées par le directeur général d'Algérie Poste. «Nous espérons arri-

ver à 5 000 établissements à l'horizon 2020. Il évoquera aussi la possibilité de développer des postes mobiles, en vue d'assurer toutes les prestations en temps réel. Ceci, notamment pour ce qui est des zones isolées».

S'agissant des salaires et conditions de travail, «ils sont en amélioration et nous avons tenu nos engagements dès octobre 2013 vis-à-vis des travailleurs», a précisé M. Mohamed Laïd Mahloul.

F.-Z. B.

Photo : DR